

## Politique

# Genève et ses dépenses records par habitant

Le Canton dépense 89% de plus par habitant que la moyenne suisse. Une étude bâloise commandée par le Conseil d'État décortique l'incroyable phénomène.

Marc Bretton

Le paradoxe genevois est connu: disposer de recettes incroyables et être régulièrement en délicatesse avec son budget. La faute à qui? Commandée par le Conseil d'État à l'institut économique bâlois BAK et livrée aux députés réunis pour réfléchir à l'avenir des finances publiques, une étude s'intéresse à la question.

Dévoilé par la «Tribune de Genève», le document démontre que si le Canton dispose de rentrées financières remarquables en comparaison suisse, une partie d'entre elles sont consommées d'emblée pour compenser des déséquilibres structurels. À cela s'ajoutent des dépenses plus importantes qu'ailleurs. Résultat: Canton et communes dépenseraient 734 millions de plus que nécessaire, dont 295 rien que pour le Canton. Le problème? Les marges de manœuvre sont faibles.

## Des recettes à gogo

Premier point, Genève est riche. C'est un des principaux sites économiques d'un des pays les plus riches du monde. Du coup, une pluie d'or s'abat chaque année sur son économie. Or, pour prendre une image hydroélectrique, non seulement le niveau d'eau est élevé, mais les turbines fonctionnent également à plein. En d'autres termes, Ge-

«Pour garantir un niveau de prestation moyen, Genève doit supporter des coûts moyens supérieurs de 36%.»

## Les auteurs de l'étude

nève exploite plus que les autres cantons son potentiel fiscal. Ces deux facteurs expliquent en particulier pourquoi la capacité financière genevoise dépasse de 67% la moyenne des autres cantons... De quoi nager dans l'opulence? Ce serait le cas si, en face, ne figuraient aussi des dépenses dépassant largement la moyenne...

## Des dépenses à l'envi

En effet, à Genève, les dépenses nettes par habitant dépassent de 89% la moyenne suisse sur les 32 champs d'analyse passés au crible. Autrement dit, avec dix points de dépenses en plus, Genève dépenserait le double des autres cantons. Diviser les dépenses par habitant et les comparer avec les autres cantons, est-ce que cela a vraiment du sens? Pas vraiment. «Cela ne traduit pas la marge de manœuvre financière dont dispose effectivement l'administration», ad-



**Finances**  
Le Grand Conseil réuni à l'Organisation météorologique mondiale (OMM). L'institution est notamment chargée de voter les dépenses du Canton. MAGALI GIRARDIN

met le BAK. Reste que ce taux «bête et méchant» a l'avantage de la clarté.

En réalité, plusieurs facteurs se combinent pour expliquer cette situation remarquable. D'abord, l'organisation politique du canton. La répartition des tâches avec les communes est en cause. Le Canton assume 78% des dépenses des collectivités publiques, contre 61% ail-

leurs dans le pays. 17 points d'écart, ce n'est pas rien. Et dans cette répartition, le Canton assume en outre des dépenses en pleine expansion: personnes âgées, social, santé, enseignement obligatoire, orientation et enseignement spécialisé, etc. Enfin, sur 29 des 32 champs de dépenses étudiés, la part cantonale de financement par rapport à la part communale dépasse

celle des autres cantons. Deux exceptions: familles-jeunesse et culture.

## Des coûts de base

En matière de statistique, comparaison n'est pas toujours raison. Des coûts standards élevés dans l'éducation peuvent s'expliquer par une proportion de jeunes supérieure à la moyenne dans la population résidente, ce qui est «un

état de fait qui ne peut pas être modifié», note le BAK. Pour établir des comparaisons utiles, l'institut corrige donc ses calculs en comparant ensuite Genève à des cantons dont les caractéristiques et les coûts ressemblent aux siens. D'affinage en affinage, il arrive à estimer des coûts standards, des coûts structurels, des coûts par cas et leurs indices correspondants.

Ces coûts structurels expliquent une partie des dépenses genevoises supplémentaires. Là aussi, la facture est élevée, puisque «pour garantir un niveau de prestation moyen (*ndlr: comparable au niveau des autres cantons*)», Genève doit supporter des coûts moyens supérieurs de 36%. Reflet de la pauvreté d'une partie de la population et des primes maladie élevées, ces coûts de base sont particulièrement hauts dans les domaines du social et de la santé de la jeunesse, l'action sociale et la réduction des primes maladie.

Il n'empêche, *in fine*, qu'énormément d'argent sort des caisses publiques sans que cela ne soit dû à des causes structurelles. Selon le BAK, Canton et communes dépenseraient donc par année 734 millions de plus que les autres collectivités, dont 295 rien que pour le Canton. Alors que le budget flirte avec les 9 milliards, ce volant d'économie potentielle n'est pas énorme mais ferait du bien au budget... La bonne nouvelle? L'institut a identifié les principaux secteurs concernés, parmi lesquels figurent, sans surprise, l'action sociale, la privation de liberté, mais aussi le Conseil d'État et ses états-majors... Reste aux partis à sortir des tranchées..

«Quand on a les moyens, pourquoi se priver?»

● Que penser de l'étude du BAK? Pour le savoir, nous avons demandé l'avis de Nils Soguel, professeur de finances publiques à l'Idehap (Institut des hautes études en administration publique).

## Genève dépense 89% de plus par habitant que les autres cantons suisses. Est-ce choquant?

Non, c'est un phénomène connu depuis les calculs sur la péréquation fiscale intercantonale il y a plus de vingt ans. C'est le revers des rentrées fiscales importantes dont jouit ce canton: quand on a les moyens de dépenser, pourquoi se priver? La pression fiscale est importante, mais elle est tolérée par la population, même si des baisses d'impôt sont parfois acceptées. Par ailleurs, ces dépenses sont peut-être -

la question n'est pas étudiée ici - le reflet d'une volonté d'offrir des prestations de qualité. L'objectif est-il atteint? C'est un point qui mériterait d'être creusé. De même qu'il faudrait voir si d'autres cantons ne font pas encore mieux, cela afin d'orienter les réformes à faire.

## Que vous a appris cette étude?

Elle démontre la volonté de transparence des autorités genevoises. Se comparer aux autres, c'est abandonner une position brillante. Elle chiffre en conclusion un potentiel d'économie pour elle-même de 295 millions. C'est un montant important qui pourrait servir soit à diminuer les dépenses, soit à en financer d'autres. Mais il faut prendre les chiffres avec des pincettes: ce qui compte, ce sont les tendances dessinées, car

plus on descend dans les détails, plus les marges d'erreur augmentent. Les comparaisons précises entre les collectivités sont difficiles, même quand elles ont les mêmes modèles de comptes. Ce qui n'est pas le cas, Genève ayant une classification financière particulière, qui ne correspond pas à celle harmonisée à l'échelon suisse.

## Quels sont les principaux secteurs d'économie?

Ce sont logiquement ceux où on dépense le plus, comme la formation et le social. La question de la répartition des tâches avec les communes ou d'une délégation de prestations à des associations est aussi posée. On sait que décentraliser la fourniture des prestations publiques en réduit souvent le coût. **M.BN**